

L'événement: Après l'élection, où est l'union européenne ?

Lundi 21 Mai 2012

par André Bellon

A suivre la campagne électorale, on avait fini par croire que la question européenne n'existait pas ou de façon simplement marginale. Très peu de déclarations des candidats y avaient fait allusion.

On finirait par croire qu'il n'y a pas de véritable enjeu et qu'on peut se passer de tout débat sérieux sur l'Union européenne. Il importe donc, maintenant que l'élection est terminée, de faire tranquillement le point. De traité en traité, la démocratie s'est estompée dans le brouillard d'une commission de Bruxelles plus symptomatique d'une usine à gaz que d'un lieu de débat politique. Les rares interventions des peuples contre tel ou tel texte ont été balayées d'un revers de manche par un pouvoir technocratique – soutenu par des élus loin des réalités populaires – sûr de ses principes et de ses recettes. Si les fameux marchés financiers pèsent si lourd sur la vie publique, c'est essentiellement parce qu'il n'a existé aucun contrepoids, parce que la volonté populaire dans les États membres est considérée au mieux comme un alibi, plus généralement comme une gêne.

Il ne faut pas alors crier au loup en voyant monter l'extrême droite qui peut bâtir sur ce terrain tous les discours simplistes. C'est là la conséquence naturelle de ce mépris des citoyens et de leur souveraineté. Comme le dit la phrase célèbre, « il ne faut pas s'affliger des conséquences tout en s'accommodant des causes ».

La construction « européenne », projet marqué -paraît-il- à l'origine par la volonté de paix, est devenu peu à peu un instrument d'asservissement des peuples au bon fonctionnement de l'économie de marché, au service des intérêts de quelques-uns. Les derniers textes signés par Sarkozy, en particulier le Mécanisme européen de stabilité (MES) et le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (TSCG), visent à enlever aux parlements nationaux les bribes de pouvoir budgétaire qui subsistaient encore. Il importe évidemment de se mobiliser pour que le nouveau pouvoir élu en mai/juin ne ratifie pas le dernier en date.

Nous sommes à un tournant.

Tournant social où les citoyens, de plus en plus nombreux, réagissent contre ce Léviathan que représente un projet « européen » plus proche de Wall Street que des urnes, ignorant leurs aspirations autant que leur vie quotidienne. Les élections en Grèce ont montré la volonté des électeurs. Les difficultés de ces derniers, déjà ensermés dans un carcan de règles antisociales, sont encore accentuées par l'incurie des principaux responsables nationaux qui ne font, depuis quelques années, que justifier les dégradations successives au nom d'obligations qu'ils ne cherchent aucunement à surmonter. L'affaire Arcelor Mittal fut d'autant plus révélatrice de leur lâcheté qu'elle s'est accompagnée d'un discours prétentieux sur le rôle éminent de la France.

Tournant géopolitique aussi où la cohésion de l'Union européenne est confrontée aux défis d'un monde en recomposition, où les divergences d'intérêt commencent à l'emporter sur les convergences liées à un espace atlantique en perfusion avancée.

L'élection d'une assemblée Constituante est alors non seulement la réponse démocratique, mais aussi la manière la plus efficace de faire face aux enjeux. La mobilisation des travailleurs et des citoyens est alors non seulement un cri face à leurs souffrances, mais la manifestation concrète de la nécessité de réaffirmer l'intérêt général et l'existence de leurs droits.

André Bellon

<http://www.le-groupe-republique.fr>

Le Groupe République!